



Centre du Droit de l'Entreprise

DOSSIERS BREVETS 1993

ÉDITION GÉNÉRALE

Collaborateurs

M. F. ALCADE

Maître de conférences - Directeur des enseignements de fiscalité à la Faculté de Droit de Montpellier - Avocat

Mme M.E. ANDRE

Maître de conférences à la Faculté de Droit de Montpellier

M. J. AZEMA

Professeur à la Faculté de Droit de Lyon et au CEIPI - Directeur au Centre Paul Roubier

M. J.J. BURST

Professeur à La Faculté de Droit de Strasbourg - Directeur général du CEIPI

M. A. CASALONGA

Ingénieur diplômé de l'Ecole Polytechnique de Zurich - Diplômé du CEIPI- Conseil en Brevets

M. A. CATHERINE

Ingénieur diplômé au CEIPI - Cabinet Casalonga, Paris

M. A. CHAVANNE

Professeur émérite à la Faculté de Droit de Lyon et au CEIPI

M. R. DEPELSENAIRE

Directeur honoraire à la DG 2 de l'Office Européen des Brevets

M. F. HAGEL

Responsable Brevets, Contrats - Etude et Production Schlumberger

M. R. KOVAR

Professeur à la Faculté de Droit de Strasbourg

M. Ph. KOHN

Mandataire en brevets européens - Cabinet Lavoix - Paris

M. M. LE BRUSQUE

Diplômé du CEIPI - Conseil en brevets - Cabinet Lavoix - Limoges

M. C. LE STANC

Professeur à la Faculté de Droit de Montpellier - Professeur au CEIPI - Avocat

M. A. LUCAS

Professeur à la Faculté de Droit de Nantes

M. D. MAUREL

Avocat au barreau de Narbonne

M. JM. MOUSSERON

Professeur à la Faculté de Droit de Montpellier - Président de la F.N.D.E.

Mme M. MOUSSERON - QUINETTE

Avocat au Barreau de Paris, Cabinet Barennes, Paris

M. L. PETRANKER

Docteur en Droit de la Propriété Industrielle

M. JL. PIERRE

Docteur en Droit - Avocat, Cabinet Moquet, Borde et associés, Lyon - Professeur associé à la Faculté de Droit de Lyon

M. J. RAYNARD

Professeur à la Faculté de Droit de Montpellier - Directeur de l'Ecole du Droit de l'Entreprise

M. Y. REBOUL

Professeur à la Faculté de Droit de Strasbourg - Directeur de la section française du CEIPI

Mme J. SCHMIDT

Professeur à la Faculté de Droit de Lyon - Professeur au CEIPI

Mme V. SELINSKY

Maître de conférences à la Faculté de Droit de Montpellier

Mme A. SONNIER

Maître de conférences à la Faculté de Droit de Montpellier

M. JP. STENGER

Docteur en Droit - Avocat à la Cour d'Appel de Paris

M. P. VIGAND

Ingénieur E.S.E. - Docteur en Droit - Service des Brevets SOSPI - Professeur au CEIPI

M. M. VIVANT

Professeur à la Faculté de Droit de Montpellier - Professeur au CEIPI

M. G. WEISS

Juriste à l'Office Européen des Brevets

Directeur de la Publication

Professeur J.M. MOUSSERON - Président de la F.N.D.E.

Bibliothèque

● Actualités de Droit de l'Entreprise

- Les ordonnances de septembre 1967 et le droit commercial (1969)
- Actualités de droit de l'entreprise 1968 (1969)
- Les services communs d'entreprises (1974)
- L'exercice en groupe des professions libérales (1975)
- Le know-how (1976)
- L'avenir de la publicité et le droit (1977)
- Garanties de résultat et transfert des techniques (1978)
- Droit social et modifications des structures de l'entreprise (1979)
- Les inventions d'employés (1981)
- La clause de réserve de propriété (1981)
- Le nouveau droit du crédit immobilier (1981)
- Concurrence et distribution (1982)
- Producteurs, distributeurs : quelle concurrence ? par JM. Mousseron (1986)
- Les techniques de privatisation des entreprises publiques par L. Rapp (1986)
- Le Droit français nouveau de la concurrence par JM. Mousseron et V. Sélinisky (2^e éd. 1988)
- La transparence tarifaire, par JM Mousseron et M. Mousseron (1993)

● Bibliothèque de Droit de l'Entreprise

- Le contrôle de la gestion des sociétés anonymes, par R. Contin (1976).
- Les réserves latentes, par R. Abelard (1977)
- Dix ans de droit de l'entreprise (44 études - 1076 pages) publié avec le concours du CNRS (1976)
- Les contrats de sous-traitance, par G. Valentin (1978)
- Les causes d'extinction du cautionnement, par Ch. Mouly (1980)
- L'entreprise et le contrat, par D. Ledouble (1981)
- Les techniques de renflouement des entreprises en difficulté, par JP. Haehl (1981)
- Transferts indirects de bénéfices à l'étranger, par JL. Bilon (1981)
- Les prêts et avances entre sociétés d'un même groupe, par D. Ohi (1982)
- La profession libérale en droit fiscal, par F. Alcade (1984)
- Les pratiques discriminatoires, par A. Benard-Seyfert (1985)
- Les pouvoirs de l'employeur à l'occasion de la grève, par J.E. Ray (1985)
- Les groupements d'entreprises pour les marchés internationaux, par M. Dubisson (2^e éd. 1985)
- Les obligations du mandataire, par Ph. Pétel (1988)
- La réserve de propriété dans la vente de meubles corporels, par F. Perochon (1988)
- Le Capital social, par S. Dana-Desmaret (1989)
- Les contrats de la grande distribution par M.E. André (1990)
- Droit d'auteur et conflits de loi, par J. Raynard (1990)
- Le crédit documentaire : évolution et perspectives, par E. Caprioli (1992)
- La force du Travail (Etude juridique), par T. Revet (1992)
- Les titres négociables, par H. Causse (1993)
- L'opération de courtage, par P. Devesa (1993)

SERIE DROIT DE L'INFORMATIQUE / DROIT DE L'INFORMATION

- Les transactions internationales assistées par ordinateur, CELIM : 1
- Droit communautaire et Liberté des flux transfrontières, CELIM : 2
- La protection du logiciel en Europe (1989)

● Bibliothèque de Propriété Industrielle (C.E.I.P.I.)

- L'épuisement du droit du breveté (1971)
- La copropriété des brevets d'invention (1973)
- Le know-how : sa réservation en droit commun par R. Fabre (1976)
- L'acte de contrefaçon, par Ch. Le Stanc (1977)
- Juge et loi du brevet, par M. Vivant (1977)
- Les contrats de recherche par Y. Reboul (1978)
- Traité des brevets : régimes national, européen, communautaire, international (tome 1 : l'obtention du brevet) par JM. Mousseron, avec le concours de J. Schmidt et P. Vigand (1984)

● Dossiers Brevets

- 6 livraisons par an, regroupant études, documents et dossiers de jurisprudence (Décisions, Brevets, Guides de lecture)

● La Lettre de la Distribution

- Chaque mois les informations les plus récentes en droit de la distribution et de la concurrence (adhésion à Droit et Distribution)

● Cahiers de Droits de l'Entreprise

- Supplément bimestriel à la Semaine Juridique (Editions E.)

CENTRE DU DROIT DE L'ENTREPRISE, FACULTÉ DE DROIT,
39, rue de l'Université 34060 MONTPELLIER Cédex, Tél. 67 61 54 84 Fax : 67 61 54 85

MAGISTERE

Diplôme de Juriste-Conseil d'Entreprise

Avec l'Université de CERGY-PONTOISE, l'Institut de Droit et Economie des Affaires de LYON, l'Institut de Droit des Affaires de NANCY, le Magistère de Droit des Affaires de PARIS II, l'Institut du Droit de l'Entreprise de POITIERS, le Centre de Droit des Affaires de RENNES et de STRASBOURG, et l'Université de TOULOUSE, l'Ecole du Droit de l'Entreprise de MONTPELLIER assure la préparation au Diplôme de Juriste-Conseil d'Entreprise (D.J.C.E.)

Depuis 1986, l'Ecole du Droit de l'Entreprise de MONTPELLIER a été habilitée avec les universités d'AIX, de DIJON, de LYON, de NANCY, de PARIS I, II, et X, à assurer la formation nouvelle de 2^e et 3^e cycles de haut niveau, sanctionnée par le MAGISTERE DE JURISTE CONSEIL D'ENTREPRISE.

D.J.C.E. /Voie Longue
Entrée sur DEUG - 3 ans d'études
sanctionné par le
"MAGISTERE-DJCE"

D.J.C.E./Voie courte
Entrée sur Maîtrise de Droit - 1 an d'études
sanctionné par le
"DESS-DJCE"

Cette formation est assurée selon les techniques retenues par les Grandes Ecoles Scientifiques :

- sélection à l'entrée (15% d'admis)
- enseignement long (40 heures par semaine pendant 13 mois)
- enseignement appliqué avec forte charge d'exercices pratiques
- collaboration de spécialistes praticiens et universitaires de différentes techniques juridiques : action commerciale internationale, techniques comptables, fiscales, contractuelles, financières, sociales, sociétaires, informatique juridique, propriété industrielle, langues.

Cette formation comporte deux mois de stage en cabinet ou service juridique ou fiscal d'entreprise. Elle est conclue par un mois de spécialisation (Droit des Sociétés, Droit Economique, Fiscal, Social)



Pour tous renseignements, s'adresser à :

- Université de Cergy-Pontoise
8, le Campus - Cergy - Tél. 34.25.49.10 - Fax : 30.32.52.93
- Institut de Droit et Economie des Affaires
15, quai Claude Bernard - BP 0638 - 69365 Lyon Cedex 1 - Tél. 72.72.20.62 - Fax : 72.72.21.44
- Ecole du Droit de l'Entreprise - Faculté de Droit, Sciences Economiques et Gestion de Montpellier
39, rue de l'Université - 34060 Montpellier Cedex - Tél. 67.61.54.80 - Fax : 67.61.54.85
- Institut de Droit des Affaires
13, Place Carnot - 54035 Nancy - Tél. 83.32.99.38 - Fax : 83.32.52.35
- Magistère de Droit des Affaires
92, rue d'Assas - 75006 Paris - Tél. 43.54.44.29
- Institut du Droit de l'Entreprise
43, Place Ch De Gaulle - 83000 Poitiers - Tél. 49.45.31.54 - Fax : 49.45.31.52
- Centre de Droit des Affaires
9, rue Jean Macé - 35042 Rennes - Tél. 99.38.03.01 - Fax : 99.84.76.55
- Centre de Droit des Affaires - Faculté de Droit de Strasbourg
Esplanade, Place d'Athènes - 67084 Strasbourg Cedex - Tél. 88.41.42.19 - Fax : 88.61.30.37
- Université des Sciences sociales
Place Anatole France - 31000 Toulouse - Tél. 61.63.35.72 - Fax : 61.63.37.98

I - ETUDE

- . Communiqué de Presse de l'OMPI, n.PCT/64 relatif au *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* en 1992
- . Projet de loi E.Balladur, portant mise en oeuvre de la directive n.91-250-CEE du Conseil des Communautés européennes en date du 14 mai 1991 concernant la protection juridique des programmes d'ordinateur et modifiant le Code de la propriété intellectuelle.
- . *La gestion contractuelle des risques dans les transferts de techniques*, par JM.Mousseron et J.Schmidt

II - JURISPRUDENCE

1. Paris 24 juin 1993
 BOSCH c. GUILLET
 BF 76-34.195
 (Inédit)
- Objet du (droit de) brevet **
 - Brevetabilité - activité inventive *
2. Com.26 janvier 1993
 HOVIONNE, SARGET et PLANTIER c. PFIZER
 Brevet n.74-03-435 et BSM 1168 M
 PIBD 1993.542.III.256
- Brevet de procédé : . nouveauté et siège de l'invention
 - Brevet de médicament : . durée de la protection
 . produit directement obtenu par le procédé breveté
3. - Com.8 décembre 1992
 STADLER c. SIPAL et Lab.AGIR
 Brevet n.74-38.927
 PIBD 1993.539.III.149
- Revendications : défaut de support par la description **
4. PARIS 12 novembre 1992
 EUROCABLE c. BRETEGNIER
 BF 82-18-400, BE 83-402.038
 PIBD 1993.538.III.118
- Invention de salarié : . invention de mission *
 - . action en revendication *
 - Reprise de fonds : sort des brevets - action en revendication
 - . conditions **
 - . effets
 - . sur les redevances encaissées **
 - . sur les contrats conclus ***
 - Acte de contrefaçon **
5. TGI PARIS 23 septembre 1992
 DIMSO INDUSTRIE c. SOCIETE BIOTECHNIC
 Brevet n.74 12767
 PIBD 1993.535.III.10
- Action en contrefaçon - transaction - opposabilité aux licenciés ***
 - Action en concurrence déloyale contre d'autres licenciés *
 - Licence - obligation du concédant : bonne foi **
6. Aix-en-Provence 17 février 1993
 PIOCH c. A.BOURCIER DE CARBON DE PREVINQUIERES
 Brevet n. 75-17.812
 (inédit)
- Action en revendication : autorité de chose jugée *

7. Com.8 décembre 1992

PECHINEY EL. c. GORGERINO

Brevet n.78-10.254

PIBD 1993.539.III.150

- Licence - rémunération

8. CONSEIL DE LA CONCURRENCE 8 décembre 1992

APPLICAM c. INNOVATRON

BOCCRF 1993-20

- Conditions de licence : abus de position dominante

- Revendication sur composantes et combinaison - épuisement du droit

LE PRESENT NUMERO A ETE REALISE

AVEC LA COLLABORATION DE

Marie Elisabeth ANDRE

Maître de Conférences à la Faculté de Droit de Montpellier

Jean Marc MOUSSERON

Professeur à la Faculté de Droit de Montpellier
Président de l'Ecole du Droit de l'Entreprise

Léon PETRANKER

Docteur en Droit - Ancien P.I. de Roussel-Uclaf

Jacques RAYNARD

Professeur à la Faculté de Droit de Montpellier
Directeur du Centre du Droit de l'Entreprise